

Académie Régionale d'Éducation et de
Formation
Région Tanger-Tétouan

APPEL D'OFFRES OUVERT AU « RABAIS OU A MAJORATION »

N° 03/areftt/2015

Du 02/04/2015

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

En application de l'article 9, de l'alinéa 2 du §1 de l'article 16, §1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du §3 de l'article 17 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

OBJET

**L'abonnement au programme IT Academy et au droit
d'accès au test pour certification Microsoft Office
Specialist (MOS) au profit de l'AREF de la région de
TANGER-TETOUAN**

EXERCICE 2015



Sommaire

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	6
ARTICLE 1: OBJET D'APPEL D'OFFRES.....	6
ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE	6
ARTICLE 3: CONSISTANCE DES FOURNITURES.....	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	7
ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENT	7
ARTICLE 7 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	8
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	8
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 12 : DELAI DE LIVRAISON	9
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX.....	10
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	10
ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	10
ARTICLE 18 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON	11
ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT	12
ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISoire	12
ARTICLE 21 : RECEPTION DEFINITIVE.....	12
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD	12
ARTICLE 23 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	13
ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	13
ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 26 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	14



PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

En application de l'article 9, de l'alinéa 2 du §1 de l'article 16, §1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du §3 de l'article 17 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur Le Directeur de l'Académie Régionale d'Education et de Formation Région
TANGER TETOUAN
Désigné ci-après par le terme "maître d'ouvrage",

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....(Raison sociale et forme juridique)
en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »



D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°.....

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT



3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
..... (les références de la convention) soussigné :

Membre 1 :

Mqualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant que
mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des prestations, ayant un
compte bancaire commun RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET D'APPEL D'OFFRES

Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales concerne l'appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration n° 03/areftt/2015 du 02/04/2015 sur offres de prix relatif à ***L'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) au profit de l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN au titre de l'exercice 2015.***

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est le Directeur de l'Académie Régionale d'éducation et de Formation – Région Tanger Tétouan.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les consistances des prestations sont les mentionnés aux CHAPITRE II de présent CPS.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent Appel d'Offres sont ceux énumérés ci-après :

- ~ L'acte d'engagement ;
- ~ Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- ~ Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- ~ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'étude et de maîtrise d'œuvre passé pour le compte d'état.



En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants:

- ~ La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003).
- ~ La loi 07.00 portant création des Académie Régionales d'Education et de formation, promulguée par le dahir n° 1.00.203 du 15 Safar 1421 (19 mai 2000) ;
- ~ Dahir n° 1-03-194 du 14 rejev 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65 -99 relative au Code du travail.
- ~ Dahir du 28 Août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété;
- ~ Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- ~ Les accords de l'UNESCO auxquels le Maroc a adhéré en vertu des dahirs n°s 1.60.201 et 1.60.202 du 14 joumada I 1383 (3 octobre 1963).
- ~ Décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 – 4 juin 2002 approuvant le cahier des clauses

administrative générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-EMO).

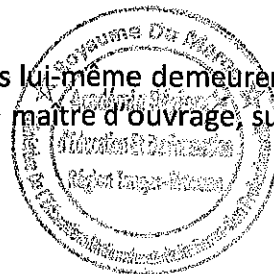
- ~ Décret n° 2.12-349 du 8 jourmada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- ~ Décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- ~ Décret 2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat;
- ~ Décret n° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.
- ~ Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- ~ Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS

Le prestataire, sauf consentement préalable donné par écrit par le maître d'ouvrage, ne communiquera le marché qui résultera du présent appel d'offres, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par le maître d'ouvrage ou en son nom et au sujet du marché qui résultera du présent appel d'offres, à aucune personne employée par le prestataire à l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché qui résultera du présent appel d'offres lui-même demeurera la propriété du maître d'ouvrage et tous ses exemplaires seront retournés au maître d'ouvrage, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.



ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2.12-349, le marché qui résultera du présent Appel d'Offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa, le cas échéant, par le Contrôleur d'Etat auprès de l'AREFTT.

ARTICLE 8 : DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution des prestations, objet du présent appel d'offres. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément aux dispositions des articles 33 et 153 du décret précité.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, le prestataire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Les conditions de prorogation de ce délai sont celles des articles 33 et 153 précités.

ARTICLE 9 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au prestataire, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 4 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

Toutes les correspondances relatives au marché résultant du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile du prestataire sis
..... Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 28 Août 1948 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- ~ La liquidation des sommes dues par l'administration en exécution du marché sera, opérée par les soins du Directeur de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de la région de Tanger-Tétouan.
- ~ Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948, relatif au nantissement des marchés publics, est le Directeur de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de la région de Tanger-Tétouan.
- ~ Les paiements prévus au marché seront effectués par le trésorier payeur ou éventuellement par le fondé de pouvoirs auprès de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de la région de Tanger-Tétouan seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers des titulaires de ce marché.
- ~ Le maître d'ouvrage délivrera au prestataire traitant, sans frais, un exemplaire spécial du marché, portant la mention « Exemplaire Unique » et destiné à former titre.
- ~ Le prestataire s'acquitte des droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité. Toutefois, le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents.

Le maître d'ouvrage exercera un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de

quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions requises des concurrents.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50 %) du montant du marché.

ARTICLE 13 : DELAI DE LIVRAISON

Le délai d'exécution du présent marché issu de cet appel d'offres dure jusqu'au **31 décembre 2015** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Les prix des prestations objet du marché issu du présent appel d'offres sont fermes et non révisables.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : 30 000, 00 DH (Trente Mille Dirhams)

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat dans les cas prévus à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif (ou la caution qui le remplace) sera restitué et libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE - DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie dans le cadre du présent Appel d'offres.

ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées dans le cadre du marché issu de cet appel d'offres, sera effectué conformément au bordereau des prix et après approbation par le maître d'ouvrage.

Le fait générateur du service fait à la base du paiement est l'ouverture du droit d'accès à l'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) (Bons de réduction).

Les paiements des prestations exécutées, seront effectués par virement au compte bancaire sur production d'une facture annuelle en cinq (5) exemplaires portant la signature du prestataire et dont l'original sera timbré.



Les factures devront être arrêtées en toutes lettres, certifiées exactes et signées par le créancier qui doit en outre, rappeler l'intitulé exact de son compte bancaire.

Les paiements seront calculés en tenant compte des quantités réellement exécutées et des prix portés sur le bordereau des prix-détail estimatif, après rabais ou majoration.

Le règlement des sommes dues au titulaire en exécution du marché issu du présent appel d'offres sera effectué par virement bancaire.

ARTICLE 19 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

La réception définitive des prestations objet du marché issu de cet appel d'offres, qui sera prononcée en même temps que la réception provisoire, sera constatée par une attestation de réception du service (ARS) établie et signée par le maître d'ouvrage sur la base des bons de livraison attestant de :

- l'ouverture du droit d'accès à l'abonnement au programme IT Academy au niveau des 11 sites identifiés par l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN.
- l'ouverture du droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) sur la base de 16 packs de 500 bons de réduction.

L'ARS doit mentionner explicitement les quantités, et les caractéristiques ainsi que les dates d'exécution de chaque prestation.

La date de cette réception sera prise en compte, pour l'application éventuelle de pénalités pour retard.

ARTICLE 20 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé l'exécution des prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 % (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 70 du CCAG-EMO.

ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 6 du CCAG-EMO, le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbre du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.



Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du marché qui résultera du présent appel d'offres.

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché doit être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

En cas de présentation d'une déclaration sur l'honneur inexacte ou de pièces falsifiées ou lorsque des actes frauduleux, de corruption, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge d'un concurrent ou du titulaire, le directeur de l'AREF de Tanger Tétouan, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le concurrent ou le titulaire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si au cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG-EMO.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS DE LA PRESTATION

ARTICLE 25 : CONTEXTE GENERAL ET OBJET DETAILLE DE LA PRESTATION :

Le Ministère de l'Education Nationale, s'est investi dans une politique d'intégration des Technologies d'Information et de Communication pour l'Education (TICE) à travers des projets d'équipement, de formation et de diversification des ressources numériques afin de développer les usages par le corps pédagogique et d'offrir des compétences TICE à tous les élèves. Ainsi, des efforts importants ont été consentis par le Ministère au développement des TICE.

Afin de soutenir les actions du ministère dans le domaine des TICE, une convention « Alliance Stratégique Ministère de l'Education Nationale du Royaume du Maroc – Microsoft » a été signée entre le Ministère de l'Education Nationale et Microsoft le 26 mars 2013. A cet égard, il a été convenu de lancer le programme IT Academy et Certification Microsoft Office Specialist (MOS) au sein de l'ensemble des AREFs afin de valider les compétences du personnel et leur permettre d'intégrer, les TIC dans leurs pratiques d'enseignement de formation et d'administration.

Dans ce cadre, le présent appel d'offres au rabais ou à majoration a pour objet l'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) au profit de l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN.

Le programme Microsoft IT Academy offre des ressources de formation de qualité supérieure sur les technologies Microsoft afin d'aider le corps enseignant (toutes catégories confondues) à atteindre leurs objectifs professionnels. Grâce à ce programme, il sera possible de :

- ✓ Proposer un programme technologique de premier ordre pour aider les bénéficiaires à acquérir des compétences élémentaires et avancées sur les technologies de pointe Microsoft ;
- ✓ Fournir de vastes ressources de formation en ligne — à tout moment et en tout lieu — au personnel éducatif ;
- ✓ Préparer une certification Microsoft permettant aux formateurs et aux bénéficiaires d'acquérir l'expertise technique nécessaire pour obtenir les titres de compétence relatifs à la certification Microsoft reconnue mondialement par le secteur ;
- ✓ Offrir des opportunités d'évolution professionnelle à tout le corps enseignant, pédagogique, encadrant et administratif.

Les principaux avantages du programme IT Academy sont :

1. FORMATIONS

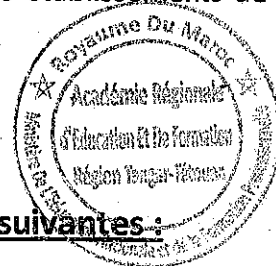
Cours et bibliothèque en ligne E-Learning, série de livres s'appuyant sur l'utilisation de technologies à travers des méthodes pédagogiques, ateliers / séminaires / conférences pour le personnel éducatif.

2. CERTIFICATIONS

Réductions sur les examens de certification Microsoft sélectionnés, possibilité pour les enseignants qualifiés de devenir un MCT (Microsoft Certified Trainer), possibilité pour les établissements de devenir un centre de certification Microsoft.

3. RESSOURCES MARKETING

Kit de bienvenue, autorisation d'utilisation du logo Microsoft IT Academy.



Le programme Microsoft IT Academy comprend les fonctionnalités suivantes :

- ~ L'accès à des cours E-Learning interactifs, d'auto-formation;
- ~ L'accès aux cours officiels académique Microsoft « Microsoft Officiel Academic Courseware (MOAC) »;
- ~ Une E-référence des bibliothèques qui offrent un accès instantané à plus de 700 livres Microsoft Press en ligne;
- ~ Des outils de marketing qui aident les Centres de Formations participants à être reconnus comme un environnement offrant une éducation de haute qualité sur les technologies de pointe de Microsoft;
- ~ Des ressources de perfectionnement professionnel pour les enseignants, incluant un abonnement au Programme Microsoft Certified Trainer.

La Certification Microsoft Office est "Un Standard International d'appréciation des compétences bureautiques", il s'agit de Microsoft Office Specialist Certification.

La Certification Microsoft Office Specialist est un programme de certifications bureautiques permettant d'évaluer les compétences des utilisateurs sur les applications de la suite Microsoft Office:

Word ***Excel *****PowerPoint**

L'obtention de l'une de ces certifications garantit l'expertise et la maîtrise des outils bureautiques Microsoft. Il est possible de se certifier sur un ou plusieurs logiciels en fonction des objectifs

ARTICLE 27 : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF

N°	Désignation des prestations 2	Unité de mesure ou de compte 3	Quantité 4	Prix unitaires en DH (hors TVA)		Prix total Hors TVA 6=4*5
				En chiffres		
1	Abonnement IT Academy	U	11	9 165,00		100 815,00
2	Bons de réduction permettant l'accès en ligne au test de certification Microsoft Office Specialist	U	8000	53,00		424 000,00
TOTAL HT						524 815,00
TVA (20%)						104 963,00
TOTAL TTC						629 778,00

Arrêtée le présent montant total TTC de l'estimation de maitre d'ouvrage :

Six Cents Vingt Neuf Mille Sept Cents Soixante Dix Huit Dinahams TTC.



professionnels et personnels.

La certification MICROSOFT OFFICE est un examen qui permet aux bénéficiaires d'obtenir une certification valorisante et reconnue par Microsoft® sur les applications Microsoft Office : **Word, Excel et PowerPoint.**

Cette certification garantit le niveau de compétence sur ces applications.

Elle favorise l'évolution de la carrière professionnelle car elle prouve que le bénéficiaire est capable d'exploiter entièrement les fonctionnalités des applications Microsoft Office et d'offrir ainsi un niveau de productivité élevé.

La certification Microsoft Office Specialist consiste en l'acquisition d'un nombre **de bons de réduction (Vouchers)** consommable par année (365 jours à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation).

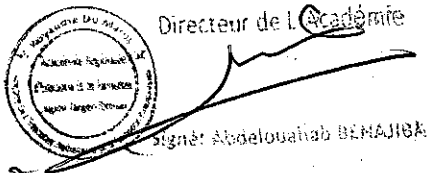
ARTICLE 26 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La prestation de cet appel d'offres au niveau de l'AREF de Tanger - Tétouan consiste en :

- L'abonnement de **11 sites** au programme **IT Academy.**
- L'acquisition de **16 packs de 500 bons de réduction**, soit un **total de 8000 bons de réduction** permettant l'accès au test pour **Certification Microsoft Office Specialist (MOS).**

AREF	Quantité abonnement à IT Academy	Quantité bons de réduction MOS
Tanger - Tétouan	11	8000

Fait à Tétouan, le

Le Directeur de l'AREF Tanger Tétouan	Cachet et signature du concurrent
 Directeur de l'Académie signé: Abdelouahab BENAJIK	

Académie Régionale d'Éducation et de
Formation
Région Tanger-Tétouan

APPEL D'OFFRES OUVERT AU RABAIS ou à majoration:

N° 03/areftt/2015

Du 02/04/2015

REGLEMENT DE CONSULTATION

En application de l'article 9, de l'alinéa 2 du §1 de l'article 16, §1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du §3 de l'article 17 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

**L'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au
test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) au profit
de l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN**



SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 4 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 7 : OFFRE FINANCIERE	6
ARTICLE 8 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 9 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES	8
ARTICLE 10 : CRITERE D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 11 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES	9
ARTICLE 12 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	10
ARTICLE 13 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	10



ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration n° **03/arefft/2015** du **02/04/2015** ayant pour objet : ***L'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) au profit de l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN au titre de l'exercice 2015.***

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret N° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret N° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions, complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret N° 2-12-349 précité

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres est lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau des marchés à l'Académie régionale d'éducation et de formation de Tanger Tétouan, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma

Il peut également être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit à leurs frais et à leurs risques et périls.



ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement et ce, conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui sont :

- En liquidation judiciaire ;
- En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Faisant l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 ou par un texte réglementaire antérieur ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la présente procédure de passation de marché.

ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349, chaque concurrent doit présenter :

A- UN DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :
 - a- Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, conforme au modèle joint au présent RC ;
 - b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
 - c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349.
2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :



- a- Selon la forme juridique du concurrent, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ;
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administration du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B- UN DOSSIER TECHNIQUE qui, eu égard à l'importance du marché qui sera issu du présent appel d'offres, doit comprendre :

- ✓ Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- ✓ les attestations, ou leurs copies conformes à l'originales, délivrées par les maîtres d'ouvrage ou par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées. Chaque attestation doit préciser notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Remarques importantes :

- ~ Pour l'évaluation des capacités techniques des concurrents, ne seront retenues que les attestations de références concernant des prestations similaires aux prestations objet du présent appel d'offres, exécutées durant la période de 2008 à 2014 et, éventuellement, 2015.



- ~ Le concurrent doit présenter au moins une (01) attestation de référence similaire à au moins 50 % du montant de l'estimation du maître d'ouvrage, portant sur des prestations exécutées en faveur d'un organisme public marocain.

C – PIECES COMPLEMENTAIRES :

- a) Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite «Lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages.
- b) Le présent règlement signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

N.B. : Lorsque le concurrent est un établissement public, les documents à fournir sont ceux prescrits par le paragraphe II de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 7 : L'OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement établi sur la base du modèle contenu dans le dossier d'Appel d'Offres. Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent pour le même marché. Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret des marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Le bordereau des prix et détail estimatif établis conformément à l'estimation faite par le maître d'ouvrage et figurant dans le présent dossier d'appel d'offres. Le concurrent souscrit l'engagement d'effectuer les prestations dont l'estimation est faite par le maître d'ouvrage, moyennant un rabais (ou une majoration) exprimé en pourcentage.

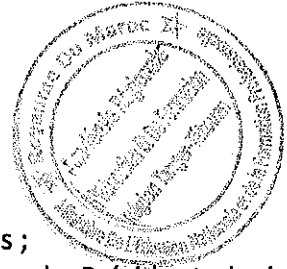
Le candidat établira lui-même l'acte d'engagement selon le modèle joint au dossier d'appel d'offres. Cet acte sera signé par le soumissionnaire ou par une personne ou des personnes dûment autorisées à obliger celui-ci.

NB1 : L'offre financière ne doit contenir aucune réserve, interligne, rature ou surcharge.

NB2 : Toute offre financière présentant des différences dans les libellés des prix, les unités de compte ou les quantités par rapport aux données arrêtées dans le Dossier d'Appel d'Offres sera écartée.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli scellé, cacheté et portant de manière lisible les mentions suivantes :



- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- a- **La première enveloppe** contient les pièces des dossiers administratifs et technique, le CPS et le RC paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention «dossiers administratif et technique».
- b- **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 9 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 39 et 40 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 10 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS

Sur la base des éléments et documents contenus dans les dossiers administratifs et techniques des concurrents, l'admission tiendra compte des garanties et des capacités juridiques, techniques et financières des concurrents, d'une part et des références professionnelles présentées, d'autre part.

ARTICLE 11 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Après admission des concurrents, la commission retiendra le seul critère du prix pour l'attribution du marché. Le marché sera attribué ainsi au concurrent admis, à l'issue de l'appréciation de ses capacités juridiques et techniques dont l'offre financière est la moins-disante.

ARTICLE 12 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres



ANNEXES



ANNEXE 1 : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A – Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration n° 03/areftt/2015 du 02/04/2015 relatif à ***L'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) au profit de l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN.***

En application de l'article 9, de l'alinéa 2 du §1 de l'article 16, §1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du §3 de l'article 17 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

B – Partie réservée au concurrent

a- Pour les personnes physiques

Je **(1)**, soussigné:..... (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte **(1)**

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n°..... **(2)**

Inscrit au registre du commerce de.....(Localité) sous le n°..... **(2)**

N° de patente..... **(2)**

b- Pour les personnes morales

Je **(1)**, soussigné: (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de : (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS sous le n°..... **(2) et (3)**

Inscrite au registre de commerce (Localité) sous le n°..... **(2) et (3)**

N° de patente..... **(2) et (3)**

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:

1- remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2- m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant un rabais (ou une majoration) de (en pourcentage), sur le bordereau des prix-détail estimatif.

Montant hors T.V.A.:(en lettres et en chiffres)
Taux de la T.V.A : (en pourcentage)
Montant de la T.V.A :(en lettres et en chiffres)
Montant T.V.A comprise. :(en lettres et en chiffres)

L'état se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte n° (à la trésorerie générale, bancaire ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)



(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- a) mettre : « Nous, soussignés nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)
- b) ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
- c) préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.

(2) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Mode de passation : Appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration n° 03/areftt/2015 du 02/04/2015.

Objet du marché : L'abonnement au programme IT Academy et au droit d'accès au test pour certification Microsoft Office Specialist (MOS) au profit de l'AREF de la région de TANGER-TETOUAN.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné: (nom, prénom et qualité) Numéro de téléphonenuméro du fax..... Adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

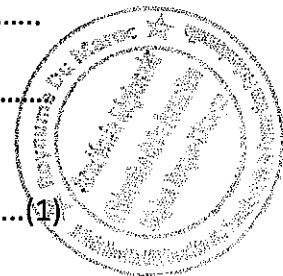
Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n°.....(1)

Inscrit au registre de commerce (Localité) sous le n°.....(1)

N° de patente.....(1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB)



B- Pour les personnes morales

Je, soussigné: (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) Numéro de téléphonenuméro du fax..... Adresse électronique.....

Agissant au nom et pour le compte de : (raison sociale et forme juridique de la société) Au capital de:

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS sous le n°..... (1)

Inscrite au registre de commerce (Localité) sous le n°..... (1)

N° de patente..... (1)

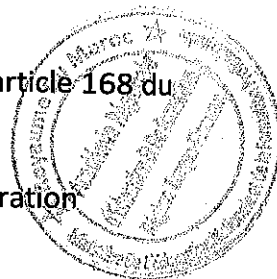
N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR..... (RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur:

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police
2. d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013 relatifs aux marchés publics.
4. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
5. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - ✓ à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013 relatifs aux marchés publics ;
 - ✓ que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - ✓ à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)

6. m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
7. m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
8. atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1- 02- 188 du 12 joumada I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
9. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité .
10. je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
11. je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n° 2-12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.



Fait à le

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant. (3)

Lorsque le CPS le prévoit.

(4) à prévoir en cas d'application de l'article 156 du décret précité n° 2-12-349

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.

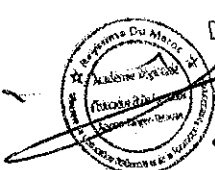
Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe et/ou française.

Tout document imprimé fourni par un candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française et/ou arabe par une personne/autorité compétente des passages intéressants de l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française et/ou arabe fait foi.

Fait à Tétouan, le

Le Directeur de l'AREF Tanger Tétouan	Cachet et signature du concurrent
 Directeur de l'Académie Signé: Abdelouahab BENAJIBA	